

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE N° ARR2025-107
PORTANT PROLONGATION DE L'ARRETE TEMPORAIRE N°ARR2025-077 PORTANT
PERMISSION DE VOIRIE ET REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
LA SEIGNEURTIERE**

Le Maire de la commune de Vieillevigne,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-1 à L1111-6 ;

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L2122-1 à L2122-4 et L3111-1 ;

VU le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L421-1 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12 ;

VU le Code de la Route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU la demande initiale de travaux formulée le 28/02/2025 par la société ORANGE CA ROUEN, domiciliée TSA 54050, 26, Avenue de l'Île Saint martin à NANTERRE Cedex 9 (92894) ;

VU l'arrêté temporaire de permission de voirie et règlementant la circulation et le stationnement n°ARR2025-077 du 04/03/2025 pour permettre les travaux sur poteau pour raccordement à la fibre et l'utilisation d'une nacelle ;

CONSIDÉRANT que les travaux susvisés ne sont pas achevés et qu'un délai supplémentaire est nécessaire à cette réglementation ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les travaux cités, entrepris au lieu-dit La Seigneurtière, sur la voie communale n°15, à VIEILLEVIGNE, étant prolongés, les prescriptions de l'arrêté n°ARR2025-077 en date du 4 mars 2025 restent inchangées et sont applicables jusqu'au mercredi 2 avril 2025 inclus.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté de prolongation devra être affiché à côté de l'arrêté susvisé autant de fois que nécessaire, à destination des usagers.

ARTICLE 3 Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Conformément à l'article R.102 du code des Tribunaux administratifs, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NANTES (44), dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

ARTICLE 4 :

- La Société ORANGE CA ROUEN,
- Monsieur l'Adjudant-Chef de la gendarmerie d'Aigrefeuille-sur-Maine,
- Madame la Directrice Générale des Services,
- Monsieur le Responsable des Services Techniques,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Vieillevigne,
Le 24 mars 2025

Le Maire,
Pour le Maire, l'adjoint délégué

Martial RICHARD



Publication en ligne le : **25 MARS 2025**

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de la publication.